

<https://www.pressegauche.org/Pour-un-plan-d-urgence-social-et-politique>



Espagne : Pour un plan d'urgence social et politique

- Économie - International -



Date de mise en ligne : mardi 24 mars 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'objectif de ces mesures est de gagner la guerre contre le coronavirus, de renforcer le pouvoir et les droits du peuple et des classes travailleuses, de faire peser l'effort financier sur ceux qui ont le plus, de commencer à mettre en oeuvre la mobilisation et la colère populaire et à lui donner un débouché politique tout en court-circuitant la démagogie populiste des partis de droite.

photo et article tirés de NPA 29

Face à l'épidémie de Covid-190

1. Pour un système de santé à la hauteur de l'épidémie

Pour un système public de santé capable d'adopter toutes les mesures de choc. Cela suppose, sans avoir à accepter de se soumettre aux restrictions des dépenses qu'impose la politique de l'UE, une dotation budgétaire suffisante pour :

" La réouverture de lits d'hôpital dans le service public de santé.

" Le passage sous contrat en urgence des personnels de santé nécessaires dans toutes les catégories professionnelles. La couverture de leurs arrêts maladie dès le premier jour. En cas de contamination, leurs arrêts maladie doivent être considérés maladies professionnelles et non pas ordinaires.

" La mise à disposition de tenues de protection, de masques chirurgicaux, de blouses, de lunettes, de gants, de zones de confinement, etc. afin de protéger les professionnels de la santé. Le contrôle des conditions de travail par les Comités d'Hygiène et de sécurité.

" La mise à disposition des moyens de diagnostic suffisants.

Ces mesures doivent être accompagnées de :

" Contrôles et coordinations, par les autorités sanitaires, de tous les moyens, personnels et activités de la santé privée ; l'interdiction, accompagnée de sanctions, faite aux entreprises excluant d'assumer les soins relatifs à cette maladie.

" Contrôles des compagnies pharmaceutiques et des entreprises de fabrication du matériel de santé, contrôles de la gestion de leurs stocks ainsi que de leurs circuits de distribution et de leurs prix.

" Soins assurés sans exclusion pour toutes les personnes contaminées ou devant faire l'objet d'analyses et cela quel que soit leur statut juridique dans l'Etat espagnol.

Voilà les premières mesures à prendre pour inverser les processus de dégradation et de privatisation de la santé et pour s'engager vers un horizon de socialisation des industries stratégiques de la pharmacie et des biotechnologies.

2. Un effort de toute la société pour contenir de façon efficace l'épidémie dans la totalité de l'Etat espagnol

La transparence dans l'information et les conseils techniques d'hygiène sont des éléments de base pour que toute la population puisse contribuer, de façon responsable, individuellement et collectivement, à l'arrêt de la propagation et au soutien aux secteurs les plus à risques.

Mais cela ne suffit pas. Il est nécessaire :

" Que les travailleurs touchés par le coronavirus perçoivent l'intégralité de leur salaire et que soit interdit leur licenciement.

" Que des poursuites soient engagées contre les entreprises qui profitent de l'occasion pour mettre en place des licenciements individuels ou collectifs, etc.

" Que soient versés intégralement les salaires des personnes devant cesser leur travail pour s'occuper de leurs enfants dont les écoles sont fermées ou pour prendre soin des personnes âgées ou convalescentes de ce virus.

Les organisations syndicales, les comités d'entreprises et les délégué.e.s du personnel ainsi que les Comités d'Hygiène et Sécurité des entreprises ou, le cas échéant, les délégué.e.s santé, devront intervenir dans les décisions à adopter sur l'activité de production, que ce soit pour que celle-ci continue à être assurée par l'organisation du télétravail ou pour que soit prise une mesure de fermeture temporaire des installations dans le cas où le niveau de contention de la propagation du virus exigerait l'adoption de mesures extraordinaires.

Les organisations associatives, féministes, écologistes et de quartiers ont un rôle fondamental à jouer dans la protection de la santé publique en organisant l'information, en impulsant des mesures dans les populations où elles interviennent et en faisant valoir leurs exigences auprès des pouvoirs publics.

3. Un effort en IDI (Recherche-Développement-Innovation)

C'est le moment de soutenir de façon décidée ce secteur, à travers une augmentation de 200% de l'actuel montant consacré au travail de recherche dans les Universités et les Centres spécialisés publics via un Plan Intégral de I+D+i applicable immédiatement sous l'impulsion d'un organisme public indépendant de l'industrie privée pharmaceutique et biotechnologique.

4. La collaboration internationale

Il s'agit, d'une part, d'impulser la coopération scientifique et industrielle ainsi que les échanges transparents d'information avec le reste des pays industriels - en commençant par ceux de l'UE - afin que soit activée la recherche et le développement de solutions contrant l'épidémie. D'autre part, il s'agit que soit impliqué l'ensemble de la communauté internationale, avec une insistance spéciale sur l'appui aux pays pauvres, dans l'effort à mener contre la pandémie en dépassant les actuelles limitations effectives de l'OMS.

5. Le financement de la guerre contre l'épidémie

Dans tout l'Etat espagnol et sans quelque restriction que ce soit pour cause de régimes fiscaux spéciaux mais sans que soient pénalisées les mesures fiscales qui ne seraient pas contradictoires avec celles ci-dessous pouvant être

adoptées dans les différentes communautés autonomes, il s'agit d'obtenir les moyens nécessaires à : des régimes fiscaux spéciaux et sans que soient pénalisées des mesures fiscales non contradictoires avec celles qui pourraient être adoptées dans les différentes communautés autonomes, il s'agit d'obtenir les ressources nécessaires à :

" La réalisation de la dépense publique nécessaire pour faire face à l'épidémie et à la situation économique induite.

" La mise en place, pour appuyer l'effort contre le coronavirus, d'une imposition extraordinaire sur les grandes entreprises faisant des bénéfices et sur les revenus supérieurs à 150 000 euros annuels (ce qui équivaut, dans le premier cas, à une hausse de 10% de leur imposition dans le cadre de l'Impôt sur les Sociétés et, dans le second cas, de 10% sur leur imposition sur le revenu) et une imposition de 1% sur le montant des grandes fortunes et des patrimoines. Ce qui implique de bloquer leurs actifs afin d'éviter la fuite des capitaux avec un accompagnement de sanctions appropriées dans le cas de tentatives de contourner la loi.

L'objectif de ces mesures est de gagner la guerre contre le coronavirus, de renforcer le pouvoir et les droits du peuple et des classes travailleuses, de faire peser l'effort financier sur ceux qui ont le plus, de commencer à mettre en oeuvre la mobilisation et la colère populaire et à lui donner un débouché politique tout en court-circuitant la démagogie populiste des partis de droite.